

La démocratie est-elle soluble dans le débat ?

François GALICHET

Professeur émérite des Universités (IUFM d'Alsace)

Dans les nombreuses crises qui ont marqué l'histoire française récente – crise des banlieues, chômage, problèmes éducatifs, montée de la violence, constitution européenne, etc. - un mot revient constamment, répété de manière quasi obsessionnelle : le « débat ». Face à la crise il faut, nous dit-on, « ouvrir le débat », convoquer des « états généraux », « libérer l'expression », organiser une « consultation ». Quelle que soit la nature du problème, l'idée prédomine qu'en démocratie sa solution passe par l'instauration d'un débat qui se conclura inévitablement par des élections, où les citoyens trancheront.

C'est d'ores et déjà ce qu'on nous promet pour les prochaines présidentielles de 2007. Il est admis par tous qu'elles devraient être l'occasion d'un « débat national » sur les grandes questions qui préoccupent la France.

Mais régulièrement, après coup, surgissent les mêmes regrets : le débat n'a pas vraiment eu lieu, il a été « tronqué », « escamoté », « esquivé ». C'est ce qu'on a dit après le referendum européen, ou après la crise des banlieues.

Que signifie cette invocation mythique d'un débat perpétuellement souhaité et perpétuellement déçu ? Nous ne concevons plus la démocratie, aujourd'hui, qu'à travers ce fantasme du débat érigé en idéal toujours frustré : d'abord, on débat, c'est-à-dire on parle ; puis, la décision prise, on agit, c'est-à-dire qu'on applique ce que le débat a permis de décider.

Or il n'en a pas toujours été ainsi. Dans la démocratie grecque – du moins à ses débuts – la délibération est liée à l'idée d'un projet décidé et élaboré en commun, même s'il y a un initiateur (*archôn*). Hannah Arendt, dans *Qu'est-ce que la politique ?* montre bien que « l'une des choses les plus merveilleuses et les plus surprenantes de la pensée grecque consiste précisément en ce qu'une telle séparation de principe entre la parole et l'action n'a jamais existé chez elle ». En outre, « tout action est une action de concert », parce que pour les Grecs, le monde est « quelque chose qui est commun à plusieurs », qui ne peut être vu dans sa réalité, compris dans sa vérité et transformé effectivement que « dans la mesure où plusieurs en parlent et échangent mutuellement leurs opinions et leurs perspectives ». Dans cette optique, le débat ne précède pas l'action, il l'accompagne. Il n'est pas le fait de citoyens délibérant avant de confier le soin d'appliquer les décisions prises à quelques gouvernants, mais il est le fait d'hommes agissant, tout au long de leur action.

La version moderne de la démocratie, qu'elle soit fondée sur l'individualisme libéral ou la conception républicaine « à la française », substitue à cette conception une autre, sensiblement différente. Chaque citoyen (ou groupe de citoyens) élabore et formule sa conception de l'intérêt général et l'expose dans ce qu'on appelle le « débat public ». Puis la nation tranche au moyen du suffrage universel et confie le pouvoir aux représentants de la conception majoritaire.

Au concept « d'intelligence sociale » (n'émergeant que dans et par le conflit, la confrontation et la négociation permanente) se substitue l'idée d'une concurrence, compétition entre des intelligences individuelles (ou celles de groupes – les partis – fonctionnant comme des « intellectuels collectifs »). La démocratie, dans cette optique nouvelle, consiste à donner au peuple le pouvoir du choix final.

Dans la version libérale (principalement anglo-saxonne), cette compétition est conçue sur le modèle du marché : les idées « s'exposent » dans le débat démocratique comme les

marchandises sur un marché. Ensuite, celui-ci tranche en plébiscitant certaines et en délaissant d'autres. La démocratie est ainsi la version politique de l'économie de marché : on remplace simplement les mécanismes économiques de régulation (la loi de l'offre et de la demande) par des mécanismes politiques (les élections). « Le peuple » est le nom politique de ce qui s'appelle ailleurs « le public » ou « le marché ».

Dans la version républicaine « à la française », les plus « méritants » - sélectionnés par l'Ecole en fonction de leur intelligence individuelle mesurée selon des critères essentiellement scolaires et universitaires –sont supposés avoir la capacité de s'élever au-dessus des passions et des conditions particulières pour appréhender le « bien commun », « l'intérêt supérieur de la nation ». C'est ce qu'on appelle « l'élitisme républicain », qu'exprime bien ce texte de *L'Université nouvelle* datant de 1918 : « Il faut que tous produisent, mais il faut que les meilleurs gouvernent, et qu'ils gouvernent dans l'intérêt de tous. (...) L'enseignement démocratique sera en même temps un procédé de sélection. (...) L'Université nouvelle recrutera la nouvelle élite ». L'ENA est le dernier avatar de cette conception.

Le postulat commun aux deux versions est que l'intelligence individuelle détermine et propose les bonnes solutions aux problèmes politiques et sociaux ; le rôle du peuple se limite à arbitrer entre ce que les « élites » leur proposent. Se trouve ainsi occultée l'idée grecque d'une intelligence collective et de la démocratie comme mise en œuvre de cette intelligence collective forgée dans et par l'action commune.

Or le retour à cette idée de la démocratie suppose qu'on dépasse la conception du débat dit démocratique entendu exclusivement comme « débat d'idées », confrontation et compétition entre des doctrines, des programmes, des propositions. Il exige qu'on lui substitue l'idée que la politique consiste essentiellement à impulser, favoriser, organiser les conditions de cette « intelligence sociale ».

Depuis des décennies nos gouvernants successifs se sont fait élire sur des programmes, des propositions de réformes qui devaient résoudre tous les problèmes : résorber le chômage, pacifier les banlieues, moderniser l'Etat, etc. Un ministre de l'Education, de la Santé ou de l'Emploi se croirait déshonoré s'il n'arrivait pas avec son projet de réforme qu'il se propose de réaliser, quitte à passer en force. Dominique de Villepin, avec le CPE sorti de son cerveau, sans que les partenaires concernés – patrons, syndicats – aient été le moins du monde associés à son élaboration, n'est que le dernier d'une longue série d'hommes politiques persuadés d'avoir raison et qu'il suffit de faire preuve de « pédagogie »(c'est-à-dire d'avoir un bon plan de communication) pour convaincre les citoyens de la justesse de leurs réformes. Ce faisant, ils font preuve – mais ils ne sont pas les seuls – d'un véritable « analphabétisme social » bien plus grave que l'analphabétisme scriptural contre lequel Monsieur de Robien brandit le retour à la méthode syllabique...

C'est pourquoi, pour la prochaine présidentielle, je rêve d'un candidat (ou d'une candidate) qui tiendrait à peu près ce discours : « Françaises, Français, je n'ai rien à vous proposer, je n'ai pas de solution miraculeuse aux difficultés que nous vivons. J'ai, comme tout le monde, des idées, mais je ne prétends pas qu'elles sont les meilleures, je ne suis même pas certain qu'elles soient bonnes. Je n'ai donc pas de programme à vous soumettre, pas de « contrat » à vous proposer : tout au plus quelques principes.

Tout ce que je vous promets, c'est, pour chaque problème, de réunir les partenaires concernés et d'impulser, d'animer, d'accompagner patiemment et obstinément leurs discussions jusqu'à ce qu'ils aient élaboré ensemble des compromis qui les engagent. Mon action ne consistera pas à faire appliquer des idées élaborées dans l'ombre de cabinets ministériels. Elle sera tout entière – et il y a là de quoi occuper largement à plein temps tout un gouvernement – à faire accoucher d'idées, et surtout de décisions, les acteurs de chaque situation sociale : habitants jeunes et adultes, juges, policiers, élus locaux, travailleurs sociaux

pour les banlieues ; parents, enseignants, élèves, employeurs pour les écoles ; organisations patronales et syndicales pour les problèmes du travail, et ainsi de suite. Je considère comme un point d'honneur de n'avoir rien de précis à vous proposer, parce que mon travail, si vous m'écrivez, consistera uniquement à réunir les conditions matérielles, institutionnelles, psychologiques et sociales permettant que les propositions viennent de vous ou de vos représentants ».

Mais je rêve sans doute....